

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 20/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELM

65, rue Saint Jean de Dieu
69007 Lyon

Références : UDR-SSDAS-23-62-ME
Code AIOT : 0006104159

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement ELM implanté 190/192, Cours Lafayette 69003 Lyon. L'inspection a été annoncée le 27/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action régionale coup de poing relative aux produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELM
- 190/192, Cours Lafayette 69003 Lyon
- Code AIOT : 0006104159
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ELM, exploite la chaufferie Lafayette dans le cadre d'une délégation de service public pour le compte de la Métropole de Lyon.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	/	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est déroulée en présence du correspondant Q.H.S.E.

Deux non-conformités ont été relevées. Il peut être souligné un travail important réalisé par les employés afin de disposer des outils et des connaissances requises par rapport aux produits présents et aux consignes de sécurité.

L'inspection demande à l'exploitant de veiller à la mise à jour de son état des stocks et de mettre en place une organisation permettant de s'assurer de l'efficacité des rétentions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : L'Inspection des installations classées a constaté l'étiquetage sur les contenants commerciaux des produits d'acide sulfurique 99% et d'eau de javel 5%. Elle a également constaté que un stockage temporaire de produit sur lequel la fiche de donnée de sécurité a été accolé mais dont l'étiquetage n'as pas été complété. Observation n°1.1 : L'exploitant veille à reporter sur les emballages temporaires un étiquetage équivalent au produit d'origine (pictogrammes de danger, mention d'avertissement, de danger et conseils de prudence).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations

<p>que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) des produits employés sur système informatique. L'accès aux fiches se fait par l'intermédiaire d'un QR-Code qui renvoie sur le drive de l'entreprise. Le QR-Code est indiqué sur le site dans les endroits adaptés. Chaque employé peut , avec ses identifiants personnels accéder via le smartphone professionnel à l'ensemble des Fiches.</p> <p>Les fiches sont également stockées en version papier en salle de contrôle.</p> <p>L'Inspection des installations classées s'est focalisée sur les fiches de données sécurité de l'acide sulfurique et de l'eau de javel. Celles-ci étaient datées respectivement du 03/10/2020 et 17/03/2021.</p> <p>Concernant la mise en oeuvre réelle des prescriptions des FDS, l'Inspection des installations classées a noté que la FDS de l'acide sulfurique recommande des moyens d'extinction de type dioxyde de carbone, tandis que celle de l'eau de javel recommande des moyens d'extinction de type eau pulvérisée. Or en visite, des extincteurs au dioxyde de carbone ont été identifiés sur l'ensemble du site.</p> <p>Observation n°2.1 : l'exploitant justifiera que le moyen d'extinction mis en place pour l'eau de javel est efficace.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;

<p>– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'acide sulfurique et l'eau de javel sont stockés en IBC et cuve double enveloppe.</p> <p>Le stockage de fioul est dans un local sous-terre comportant des rétentions en adéquation avec les cuves de fioul en place.</p> <p>Les aires de dépotage dans la petite et dans la grande cour constituent la rétention par construction.</p> <p>Observation n°3.1 : L'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées le volume des rétentions. Il justifiera les volumes de ces dernières par rapport aux opérations d'exploitation réalisées sur cette surface et aux situations incidentelles pouvant survenir.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rétentions individuelles dédiées à un produit de stockage sont contrôlées visuellement en exploitation courante. Chaque opérateur est équipé d'un smartphone lui permettant de faire remonter toute situation dangereuse au travers d'une fiche dans l'application echap&belle que seul le HSE du site peut clôturer. Une revue mensuelle de ces fiches est mise en place. La nécessité d'un contrôle et l'utilisation du moyen d'alerte font l'objet de sensibilisation régulière auprès des opérateurs lors de journées sécurité dédiées aux produits chimiques. De plus, une visite de sécurité</p>

<p>hiérarchique est organisée 1 fois par an afin d'accompagner chaque technicien dans ses différents postes de travail.</p> <p>L'exploitant a déclaré ne pas avoir de programme de contrôle des rétentions associées aux aires de dépotage.</p> <p>Pour ce qui concerne le stockage de fioul, l'étanchéité de la rétention est réalisée en même temps que le contrôle sur l'installation de sprinklage. Le dernier contrôle date du 3 mars 2023.</p> <p>Demande n°4.1 : L'exploitant réalise un contrôle et un test de bon fonctionnement des rétentions présentes sur son site. Il établit un programme de contrôle et de maintenance en adéquation avec les enjeux de ces équipements.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun écart n'a été relevé, l'exploitant utilise une matrice de compatibilité pour vérifier le stockage des produits.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations</p>

classées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de deux états des stocks sur fichier informatique : le premier pour les produits, le deuxième pour le fioul. La cuve d'eau de javel n'est pas reportée sur le premier état des stocks.</p> <p>Demande n°6.1 : L'exploitant modifie son état des stocks afin que celui-ci reprenne tous les produits présents sur le site (produits chimiques, fioul ...) et met en place une organisation pour que cet état des stocks soit mis à jour de manière rigoureuse.</p> <p>L'Inspection des installations classées rappelle que ce stock doit également contenir les principales mentions de danger afin d'être fourni aux services d'intervention en cas d'un évènement sur le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
<p>Constats :</p> <p>Aucun écart n'a été relevé.</p> <p>L'exploitant dispose des consignes de sécurité adaptées au site.</p> <p>Le personnel est informé des mesures à prendre en cas de déversement accidentel par affichage sur les zones concernées.</p> <p>Les fiches d'instructions sont également accessibles sur le drive de l'entreprise via un QR-Code et en version papier dans la salle de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet